

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Weber, Franz, Weber, Vera
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2023

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Barras, François
Bernath, Magdalena
Bernhard, Laurent
Burgos, Elie
Da Pozzo, François
Frischknecht, Ernst
Gerber, Marlène
Gilg, Peter
Hirter, Hans
Holenstein, Katrin
Künzler, Johanna
Longchamp, Claude
Terribilini, Serge
Ziehli, Karel

Bevorzugte Zitierweise

Barras, François; Bernath, Magdalena; Bernhard, Laurent; Burgos, Elie; Da Pozzo, François; Frischknecht, Ernst; Gerber, Marlène; Gilg, Peter; Hirter, Hans; Holenstein, Katrin; Künzler, Johanna; Longchamp, Claude; Terribilini, Serge; Ziehli, Karel 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: , 1972 - 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Politische Grundfragen	1
Wahlen	6
Wahlen in kantonale Parlamente	6
Landesverteidigung	6
Militärorganisation	6
Wirtschaft	8
Landwirtschaft	8
Forstwirtschaft	9
Tierhaltung, -versuche und -schutz	9
Infrastruktur und Lebensraum	11
Raumplanung und Wohnungswesen	11
Bodenrecht	11
Umweltschutz	15
Naturschutz	15
Allgemeiner Umweltschutz	17
Sozialpolitik	18
Bevölkerung und Arbeit	18
Bevölkerungsentwicklung	18
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	18
Verbände	18
Natur und Umwelt	19

Abkürzungsverzeichnis

UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
VBS	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
UNO	Organisation der Vereinten Nationen
WTO	Welthandelsorganisation
AUNS	Aktion für eine unabhängige und neutrale Schweiz
UREK-NR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates
OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
EDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
SiK-NR	Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates
ARE	Bundesamt für Raumentwicklung
EU	Europäische Union
IV	Invalidenversicherung
UVP	Umweltverträglichkeitsprüfung
USG	Umweltschutzgesetz
MWST	Mehrwertsteuer
KVG	Bundesgesetz über die Krankenversicherungen
CIPRA	Internationale Kommission für den Alpenschutz
SGV	Schweizerischer Gewerbeverband
WEF	World Economic Forum
ACS	Automobil Club der Schweiz
TCS	Touring Club Schweiz
BFA	Bundesamt für Ausländerfragen
NFA	Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement, heute: Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport (VBS)
NHG	Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz
Sentience Politics	Anti-speziesistischer Think Tank
RAUKA	Nationale Genossenschaft für die Lagerung radioaktiver Abfälle
<hr/>	
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
ONU	Organisation des Nations unies
OMC	Organisation mondiale du commerce
ASIN	Action pour une Suisse Indépendante et Neutre
CEATE-CN	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CPS-CN	Commission de la politique de sécurité du Conseil national
ARE	Office fédéral du développement territorial
UE	Union européenne
AI	Assurance-invalidité
EIE	étude d'impact sur l'environnement
LPE	Loi sur la protection de l'environnement
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
LAMal	Loi fédérale sur l'assurance-maladie
CIPRA	Commission Internationale pour la Protection des Alpes
USAM	Union suisse des arts et métiers
WEF	World Economic Forum
ACS	Automobile Club de Suisse
TCS	Touring Club Suisse
OFE	Office fédéral des étrangers
RPT	Réforme de la péréquation et de la répartition des tâches
DMF	Département militaire fédéral, aujourd'hui: Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)

LPN Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage
Sentience Think Tank antispéciste
Politica Société coopérative nationale pour le stockage des déchets radioactifs
ENKA

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Politische Grundfragen

Politische Grundfragen

ANDERES
DATUM: 31.12.2004
HANS HIRTER

Qu'est-ce qui figurait à l'agenda politique suisse en 2004? Quelles étaient les affaires les plus importantes au Parlement? Et qu'est-ce qui a interpellé le public intéressé par la politique? Les événements les plus importants en 2004 sont résumés ci-dessous et ensuite listés par thème. Les liens vous mèneront directement à ces objets et événements clés de l'année en cours. Hier finden Sie die deutsche Version dieses Artikels.

Au début de l'année sous revue, l'opinion publique était impatiente de savoir quelles seraient les **conséquences de la formation du gouvernement à la fin 2003 sur la politique suisse**. Les partis bourgeois et les représentants de l'économie comptaient sur le fait que, le PDC ayant perdu un siège au profit de l'entrepreneur Christoph Blocher (UDC) et que le nouveau conseiller fédéral radical Hans-Rudolf Merz appartenait à l'aile droite de son parti, l'on assisterait à une baisse de l'influence de l'Etat sur l'économie et à un arrêt du développement du système social. La gauche, et avant tout les syndicats, ont réagi à ce défi en lançant un appel à lutter contre le « démantèlement de l'Etat social ». Les votations durant la première moitié de l'année ont cependant freiné de manière brusque les espérances du camp bourgeois : en février, le peuple a suivi les recommandations de la gauche et a clairement refusé la libéralisation du droit du bail, de même que le contre-projet à l'initiative Avanti prévoyant un second tunnel routier pour le Gothard. Le point culminant de la désillusion a pourtant eu lieu le 16 mai, lorsque deux tiers des votants ainsi que l'ensemble des cantons ont rejeté le paquet fiscal accordant des décharges pour les entrepreneurs et les propriétaires, tandis que le référendum contre la 11ème révision de l'AVS, lancé par la gauche, a été couronné de succès.

Au niveau de la **politique menée par le gouvernement**, aucun changement de fond notable n'a été observé au cours de l'année sous revue. L'attention portée aux conflits et autres explications – ouverts ou simplement présumés – entre membres du gouvernement, s'est par contre renforcée. On a pu constater que l'UDC et la gauche, qui disposaient ensemble d'une majorité encore plus nette au Conseil national par rapport à la législature précédente (125 sièges sur 200), ont été prêtes à faire usage plusieurs fois de celle-ci pour combattre des propositions du gouvernement. Cette alliance s'est articulée autour d'intérêts parfois communs (affectation des réserves d'or de la Banque nationale à l'AVS), mais également distincts (programme d'armement), voire parfois contraires (programme de législature du Conseil fédéral). Etant donné que les radicaux et le PDC disposaient d'une solide majorité au Conseil des Etats, cela a conduit à des blocages entre les deux chambres, avec des conséquences diverses. Dans le cas de l'or de la Banque nationale, le statu quo, qui était conforme à la préférence du Conseil des Etats, a été maintenu; le programme d'armement a par contre été, pour la première fois dans l'histoire, définitivement rejeté. Le veto du Conseil national au programme de législature n'a pas eu de conséquences, la version du Conseil fédéral restant valable.

Après des négociations qui ont duré environ trois ans, le **deuxième volet des négociations bilatérales avec l'UE** a pu être signé en automne. Le parlement suisse a adopté ces accords lors de la session d'hiver. Parmi ceux-ci, entre autres, l'adhésion au système d'information de l'UE en matière de police et d'asile (accords de Schengen et de Dublin). Cette adhésion à Schengen/Dublin a suscité de violentes critiques de la part de l'UDC. Cette dernière a d'ailleurs soutenu le référendum lancé par l'ASIN. Puisque l'UE s'est élargie à dix nouveaux pays membres depuis la conclusion des **Accords bilatéraux I**, ces derniers ont dû être étendus à ces nouveaux pays. Comme cela pouvait être supposé, il n'y avait véritablement que l'application de la libre circulation aux nouveaux membres de l'UE situés en Europe de l'Est et en Europe centrale qui était susceptible de générer des conflits politiques. Le fait que ces pays avaient des salaires très bas et, pour certains d'entre eux, un fort taux de chômage, avait déjà suscité de grandes craintes et de vives polémiques dans les anciens pays membres, en ce qui concerne la concurrence qui était faite aux travailleurs résidents. Avant le début des débats aux chambres fédérales, les syndicats ont ainsi menacé de lancer le référendum contre l'extension de la libre circulation, dans le cas où elle ne serait pas combinée à

des mesures contraignantes pour lutter contre la sous-enchère salariale. La majorité du parlement, de même que les associations d'employeurs, ont largement tenu compte des exigences syndicales. L'une des principales raisons de cette attitude conciliante résidait dans le fait que les sept accords bilatéraux I sont juridiquement liés les uns aux autres, et que la Suisse devait compter avec la dénonciation de l'ensemble de ceux-ci si elle ne se prononçait pas en faveur de l'extension de la libre circulation. Bien que les syndicats aient pu être rassurés par les mesures d'accompagnement, le sujet passera toutefois par les urnes en 2005, puisque les Démocrates suisses ont lancé le référendum.

Suite à la guerre civile dans les Balkans, mais également à cause des **mouvements migratoires** grandissants de l'Afrique vers l'Europe, la frontière entre immigration et asile politique est devenue floue. Le Conseil fédéral a tenu compte de cette évolution en regroupant dans un même office les fonctionnaires traitant de ces questions. On peut en outre supposer que les difficultés relatives à la politique d'immigration et d'asile ont influé sur l'avis de la population, au préjudice des étrangers vivant dans le pays. Quoi qu'il en soit, les citoyens ont nettement rejeté le projet de loi sur la naturalisation facilitée des étrangers de la deuxième génération. Rappelons qu'un projet semblable avait été accepté par une majorité des votants en 1994 (mais rejeté par la majorité des cantons). Le Conseil national a approuvé, malgré l'opposition de la gauche, les durcissements de la loi sur l'asile proposés par le Conseil fédéral.

La légère amélioration de la **situation économique** amorcée en 2003 s'est poursuivie durant l'année sous revue, sans qu'elle ait cependant conduit à une diminution des chiffres du chômage. Les libéralisations exigées par l'économie ont été poursuivies timidement, mais elles se sont heurtées à une résistance acharnée des syndicats et de la gauche. Ces derniers ont lancé le référendum contre la flexibilisation des heures d'ouverture des magasins dans les grandes gares et les aéroports. L'initiative « Services postaux pour tous » a échoué de très peu en votation populaire. La **situation financière** de la Confédération s'est quelque peu améliorée, dans la mesure où le déficit des finances de CHF 1.7 milliard a finalement été moitié moins important que budgété. Un excédent des recettes, mais également une diminution des dépenses ont contribué à ce résultat. Il est vrai que ce sont les taux d'intérêt de la dette plus bas et non les mesures d'économies qui sont à l'origine de cet état de fait. Le plus grand poste de dépenses, le **domaine social**, a présenté une croissance supérieure à la moyenne. Des inquiétudes sont apparues en particulier au niveau de l'assurance-invalidité, hautement déficitaire et dont les dépenses ne sont plus couvertes par les cotisations sociales depuis longtemps. La proposition d'augmenter la taxe sur la valeur ajoutée en faveur de l'AI a été rejetée en votation populaire. C'est par contre suite à une décision populaire – après diverses tentatives manquées – que l'assurance maternité, financée par l'assurance perte de gains, a été introduite. Le peuple et les cantons ont également accepté à une nette majorité la réforme de la péréquation financière et la redistribution des tâches entre les cantons et la Confédération, malgré l'opposition de la gauche qui craignait une réduction des prestations sociales.

Problèmes politiques fondamentaux:

- Le Conseil fédéral a uniformisé l'image publique de l'administration fédérale et a défini un logo obligatoire pour ses services administratifs.
- Le canton de Fribourg s'est doté d'une nouvelle Constitution; l'Assemblée constituante zurichoise a mis son projet en votation populaire.

Ordre juridique:

- Le Conseil fédéral a rendu public son intention d'interdire l'utilisation publique de symboles à connotation raciste (par ex. la croix gammée).
- Le Conseil national a refusé et renvoyé au Conseil fédéral le projet de durcissement de la loi sur la protection des données.
- Le peuple et les cantons ont refusé la naturalisation facilitée des jeunes étrangers qui ont grandi en Suisse et l'acquisition automatique de la nationalité pour les enfants étrangers de la troisième génération.
- Le canton de Fribourg a introduit le droit de vote communal pour les étrangers.
- Les manifestations de protestation contre le Forum économique mondial de Davos se sont déroulées pacifiquement.
- Le Conseil fédéral a demandé au parlement des mesures pénales supplémentaires pour combattre la corruption.
- L'initiative pour l'« internement à vie pour les délinquants sexuels ou violents jugés très dangereux et non amendables » a été clairement acceptée en votation populaire.
- En consultation, seule l'UDC a adressé des critiques de fond sur le projet d'un code

fédéral de procédure civile.

Institutions et droits populaires:

- Le parlement n'a pas pu se mettre d'accord sur le projet de réforme du gouvernement et l'a renvoyé au Conseil fédéral en vue d'une nouvelle évaluation.
- Le programme de législature 2003-2007 du gouvernement n'a pas reçu l'acceptation formelle du parlement. Le refus, dû à une alliance contre nature formée par les socialistes, les Verts et l'UDC, n'a cependant aucune conséquence pratiques.
- Le parlement a adopté la loi qui introduit le principe de la transparence dans l'administration.
- Les deux chambres du parlement ne sont pas tombées d'accord sur la question de savoir si la compétence du gouvernement de prendre des décisions, dans des cas de dépenses exceptionnelles, devait être limitée.
- Le Conseil national, en tant que second conseil, s'est saisi de la réforme de la justice fédérale; le nouveau Tribunal pénal fédéral est entré en fonction.
- Le Conseil national a soutenu une intervention de l'UDC en faveur de l'introduction du référendum financier.

Structures fédéralistes:

- Le peuple et les cantons ont accepté très nettement la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons.
- Le Grand Conseil bernois a adopté le statut spécial pour le Jura bernois; le parlement jurassien a soutenu, contre l'avis du gouvernement cantonal, une initiative populaire pour la réunification du canton avec le Jura bernois.

Elections:

- Lors des élections de six parlements cantonaux, les Verts, le PS et l'UDC ont réussi à gagner des sièges.
- Bâle-Ville a élu une majorité de gauche au gouvernement.
- Deux femmes se sont hissées à l'exécutif du canton de Schaffhouse.
- L'UDC a réussi à entrer au gouvernement du canton de Schwyz, mais n'est plus représentée dans celui de la ville de Berne.
- Pour la première fois, la ville de St-Gall sera dirigée par un syndic démocrate-chrétien.

Politique étrangère:

- Les chambres ont décidé de ne pas donner suite à la pétition qui demandait de retirer la demande d'adhésion de la Suisse à l'Union européenne.
- Le parlement a ratifié, lors de la session de décembre, l'arrêté fédéral sur l'extension de la libre circulation et la révision des mesures d'accompagnement, ainsi que les Accords bilatéraux II. Deux référendums ont été lancés à l'encontre de ces décisions.
- La Suisse et l'OCDE ont trouvé un terrain d'entente sur la question des pratiques fiscales.
- Les chambres ont décidé de poursuivre l'aide financière aux pays de l'Europe de l'Est de la CEI.
- Le Conseil fédéral a proposé une révision totale de la loi sur l'assurance suisse contre les risques à l'exportation.

Armée:

- La réforme de l'armée « Armée XXI » est en entrée en vigueur le 1er janvier, de même que la nouvelle loi sur le service civil.
- Le programme d'armement 2004 a été rejeté par le Conseil national.
- Le DDPS a confirmé sa décision de réduire drastiquement les effectifs du personnel dans plusieurs domaines d'activités de l'armée.
- Le Conseil fédéral a décidé de poursuivre l'engagement de la SWISSCOY au Kosovo, mais a par contre renoncé à l'envoi de militaires suisses en Irak.
- L'association Helvetia Nostra a lancé une initiative populaire intitulée « Contre le bruit des avions de combat à réaction dans les zones touristiques ».

Politique économique:

- La conjoncture s'est améliorée, notamment durant la première moitié de l'année.
- Le Conseil fédéral a mis en consultation une nouvelle conception de la politique régionale.
- Le Conseil fédéral a proposé au parlement un durcissement de la loi sur le marché intérieur.
- L'Union syndicale suisse a lancé le référendum contre la libéralisation des horaires d'ouverture des magasins dans les grandes gares.

- Le Conseil fédéral a proposé que les rémunérations des directeurs d'entreprises cotées en Bourse devraient être rendues public.

Crédit et monnaie:

- En prévision de meilleures perspectives conjoncturelles, la Banque nationale a opté pour une politique monétaire plus restrictive.
- Grâce au Conseil des Etats le produit de la vente de l'or de la Banque nationale sera réparti pour un tiers à la Confédération et pour deux tiers aux cantons.
- Le parlement a donné son accord au traité avec l'UE concernant l'impôt sur l'épargne.
- Le parlement a adopté la nouvelle loi sur la surveillance des assurances.

Agriculture:

- La Suisse a accepté le compromis élaboré lors de la Conférence de Genève dans le cadre des négociations avec l'OMC.
- Le Conseil fédéral a modifié treize ordonnances à la fin de l'année, dont celle sur le contingentement laitier, pour concrétiser la politique agricole 2007.
- Le Conseil fédéral a décidé de rejeter l'initiative populaire « pour des aliments produits sans manipulations génétiques ».
- Il a également décidé de rejeter l'initiative populaire « pour une conception moderne des animaux (Oui à la protection des animaux !) ».
- En réaction au nouveau programme forestier suisse, Franz Weber et son association Helvetia Nostra ont lancé une initiative populaire pour protéger les forêts suisses.

Finances publiques:

- Les électeurs ont rejeté le projet d'impôt fiscal.
- Le nouveau régime financier a été accepté en votation populaire.
- Le parlement a débattu de la loi sur les douanes et a approuvé l'accord bilatéral avec l'UE sur la fiscalité de l'épargne.
- Le Conseil fédéral a présenté le message concernant le programme d'allègement 2004.
- Les comptes d'Etat 2004 ont été clôturés avec un déficit de CHF 1.7 milliards.
- Le budget 2005 prévoit un excédent de dépenses de CHF 1.798 milliards.
- Le peuple et les cantons ont accepté la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT).

Energie:

- Le Conseil fédéral a approuvé les dispositions contenues dans la modification de l'ordonnance sur l'énergie.
- Le Conseil fédéral a proposé un rythme de libéralisation du marché de l'électricité en deux étapes.
- Moritz Leuenberger a demandé au Nagra d'examiner des alternatives au site du dépôt de déchets radioactifs de Benken.
- L'Office fédéral de l'énergie (OFE) a présenté le concept suisse pour l'énergie éolienne.

Transports et communications:

- En votation populaire, le contre-projet Avanti a été rejeté par le peuple et tous les cantons.
- Repoussant la variante du Conseil fédéral, le Conseil national a approuvé le montant de CHF 1.3 milliard pour financer l'intégralité des projets LGV.
- Le Conseil national a décidé d'ouvrir le dernier kilomètre de raccordement téléphonique à la concurrence.
- Pour une petite différence de voix, l'initiative « Services postaux pour tous » a été refusée par les citoyens suisses.
- A l'exception d'une plus grande implication de l'Etat dans la gestion des aéroports, le rapport de politique aéronautique a été globalement bien accueilli par les différents milieux concernés.
- La procédure de médiation pour résoudre le conflit des nuisances sonores générées par l'aéroport de Zurich-Kloten a échoué dans sa phase préparatoire.

Aménagement du territoire et logement:

- Le parlement a adopté une modification de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger.
- La révision partielle du droit de bail a été refusée en votation populaire.
- Les votants ont rejeté le paquet fiscal qui aurait amené des modifications à l'imposition du logement.

Protection de l'environnement:

- Genève et Rome ont obtenu conjointement le secrétariat de la Convention de Rotterdam.
- Le Conseil fédéral a mis en consultation quatre variantes pour réduire les émissions de CO₂.
- Le Conseil fédéral et la Commission des affaires juridiques du Conseil national ont proposé une série de mesures pour améliorer l'utilisation du droit de recours des associations environnementales.
- Le Conseil des Etats a approuvé trois des neuf protocoles d'application de la Convention sur la protection des Alpes.
- Alors que le Conseil fédéral l'avait rayé, les Chambres l'ont obligé à représenter immédiatement la révision de la LPN avec la création de parcs naturels.

Population et travail:

- Le parlement a donné son aval à la nouvelle loi fédérale contre le travail au noir.
- Les mouvements de grève ont connu une certaine croissance.
- Les chambres ont adopté des mesures d'accompagnement dans le cadre de l'élargissement de l'UE.
- Le Conseil fédéral veut abaisser à 18 ans l'âge de protection légal des jeunes travailleurs.

Santé, assistance sociale, sport:

- La loi sur la médecine de transplantation a été adoptée.
- En votation populaire, la loi sur les cellules-souche a été acceptée. Les Chambres ont approuvé la loi fédérale sur l'analyse génétique humaine.
- La révision de la loi sur les stupéfiants a échoué définitivement.
- Le parlement a donné son aval au Protocole additionnel à la Convention européenne contre le dopage.

Assurances sociales

- Aussi bien la 11^{ème} révision de l'AVS que l'augmentation du taux de la TVA réservé à l'AVS et à l'AI ont été rejetés par les deux tiers des votants.
- Le conseil fédéral a présenté ses propositions pour la 5^{ème} révision de l'AI ainsi que pour sa consolidation financière.
- Les mesures pour l'assainissement des caisses de pension en découvert ont été adoptées par les Chambres.
- Dans le domaine de l'assurance-maladie, deux initiatives populaires ont été déposées.
- Le parlement a donné son aval à la première tranche de la révision de la LaMa.
- Le congé-maternité payé a été adopté en votation populaire.

Groupes sociaux:

- Le Conseil national a traité aussi bien la nouvelle loi sur les étrangers que la révision de la loi sur l'asile; en vue des délibérations au Conseil des Etats, le conseiller fédéral Christoph Blocher a annoncé de durcissements.
- Deux rapports ont présenté des mesures en faveur d'une meilleure compatibilité entre vie professionnelle et familiale.
- Le Conseil fédéral a proposé de rejeter l'initiative populaire « Pour de plus justes allocations pour enfant! ».
- La loi sur le partenariat enregistré, qui améliore la situation juridique des couples du même sexe, a obtenu l'aval des chambres; la nouvelle loi a fait l'objet d'un référendum.

Enseignement et recherche:

- Le Conseil national a mis en consultation un projet d'article fixant les dispositions générales qui régissent l'éducation.
- La CDIP a recommandé d'introduire une première langue étrangère dès la 3^e et une deuxième dès la 5^e année scolaire; les cantons peuvent choisir la première langue étrangère (une langue nationale ou l'anglais).
- La Suisse a obtenu de meilleurs résultats dans le cadre de l'étude PISA par rapport à l'année 2000.
- Le Conseil fédéral a présenté son message concernant la loi sur les professions médicales.
- Le parlement a débattu de la loi sur les hautes écoles spécialisées.
- La révision de la loi sur les brevets a été mise en deuxième consultation.

Culture, langues, églises:

- A l'instar du Conseil des Etats, le Conseil national a approuvé la ratification de la Convention de La Haye sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé.
- Dans le cadre des accords bilatéraux II, la Suisse a été admise à part entière aux programmes de promotion cinématographique de l'UE.
- Le parlement a décidé de tenir, en 2006, sa session d'automne dans la région romanche.
- Les relations diplomatiques avec le Saint-Siège ont été normalisées.

Médias:

- Le parlement a adopté la loi qui introduit le principe de la transparence dans l'administration.
- L'article sur les médias, initié par le Conseil national comme base pour le soutien financier de la presse, a été rejeté par le Conseil des Etats.
- En tant que premier conseil, le Conseil national a traité de la révision de la loi sur la radio et la télévision. Il a approuvé un assouplissement des normes publicitaires pour les diffuseurs privés.
- Le Conseil fédéral a mis en consultation de nouvelles mesures législatives pour une meilleure lutte contre la criminalité sur internet.

Wahlen

Wahlen in kantonale Parlamente

Den spektakulärsten Vormarsch - allerdings bei einer Beteiligung von nur wenig mehr als einem Drittel der Wähler - **vermochten die bürgerlichen Parteien im Kanton Waadt zu erzielen.** Der «Rechtsrutsch» bei den Parlamentswahlen ging namentlich auf das Konto der Liberalen, die einen für dortige Verhältnisse enormen Sprung nach vorn gemacht haben und nun nicht mehr weit von der Stärke der zweitgrössten Fraktion, den Sozialdemokraten, entfernt sind. Im Zuge des Aufwindes für den Bürgerblock vermochten auch die Freisinnigen und die SVP je ein zusätzliches Mandat zu erobern, während die aus der Entente vaudoise ausgescherten Christlichdemokraten auf die kleinste Abordnung seit ihrer Gründung im Waadtland zusammenschumpften. Obschon sich die Liberalen nicht zuletzt durch ihren Kampf gegen die Aktivitäten des Umweltschützers Franz Weber profiliert hatten, erzielten ebenfalls die «Grünen» Gewinne und erreichten erstmals Fraktionsstärke. Sozusagen eine Wende bedeutete der Wahlausgang für die Sozialdemokraten. Statt ihren stetigen Vormarsch fortsetzen und sich als stärkste Partei etablieren zu können, fielen sie seit dem Zweiten Weltkrieg erstmals wieder und zwar deutlich zurück. Weniger überraschend kam der weitere Rückgang der Kommunisten. Dass sie fortan nur noch zu den Randgruppen zählen, wurde in der bürgerlichen Presse nicht zuletzt mit den Ereignissen in Polen in Verbindung gebracht. Das hervortretende Merkmal bei der Neuwahl der siebenköpfigen Exekutive war demgegenüber die Stabilität. Einmal mehr erwies sich das Bündnis der Bürgerlichen als stark genug, um das Ziel bereits im ersten Wahlgang zu erreichen. Wie erwartet, wurden allerdings die beiden bestplatzierten Sozialdemokraten in stiller Wahl dann ebenfalls bestätigt.¹

Landesverteidigung

Militärorganisation

Au travers de l'association Helvetia Nostra, **l'écologiste Franz Weber a lancé au mois d'avril une initiative populaire fédérale** intitulée «Contre le bruit des avions de combat à réaction dans les zones touristiques». Cette initiative populaire vise à interdire les exercices militaires des F/A-18 dans les zones touristiques lorsqu'ils dépassent 55 décibels.²

WAHLEN
DATUM: 07.03.1982
FRANÇOIS DA POZZO

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 12.03.2004
ELIE BURGOS

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 26.09.2006
ELIE BURGOS

Le Conseil fédéral a présenté son message concernant l'initiative populaire « Contre le bruit des avions de combat à réaction dans les zones touristiques », lancée par l'écologiste Franz Weber. Sans surprise, **le gouvernement a proposé aux chambres de rejeter cette initiative**, qui entraverait considérablement la disponibilité opérationnelle des avions de combat. Entrant dans le détail, le gouvernement a précisé qu'en raison du trafic intense d'avions civils, les secteurs d'entraînement des avions de combat ne pouvaient pratiquement pas être déplacés, et qu'un transfert général des vols d'exercice à l'étranger serait une alternative insuffisante et irréaliste. Selon lui, une telle alternative ne permettrait en effet plus à l'armée de garantir l'instruction et l'entraînement des personnes chargées d'assurer l'engagement d'avions de combat, et compromettrait ainsi la mission de l'armée. Cela aurait pour conséquence que la Suisse ne pourrait dès lors plus garantir la protection de son espace aérien, ce qui remettrait en cause sa souveraineté et sa neutralité.³

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 05.03.2007
ELIE BURGOS

Le parlement a examiné, durant l'année sous revue, **le message concernant l'initiative populaire** «Contre le bruit des avions de combat à réaction dans les zones touristiques», lancée par l'écologiste Franz Weber. Au **Conseil national**, une minorité rose-verte emmenée par Paul Günter (ps, BE) a proposé de renvoyer le projet au Conseil fédéral, avec mandat de joindre un contre-projet indirect à la recommandation de rejeter l'initiative populaire. Le socialiste a justifié cette proposition par le fait que les promesses faites par le DDPS en ce qui concerne la réduction des décollages en postcombustion des avions de combat n'avaient pas été respectées et que cela a pour effet de rendre la population très méfiante. Les rapporteurs de la commission ont fait valoir de leur côté qu'une interdiction des vols d'entraînement au-dessus des zones touristiques reviendrait à interdire les entraînements au vol dans tout le pays. Ils ont ajouté que rien ne permettait par ailleurs d'affirmer que les vols militaires avaient des répercussions négatives sur l'évolution du tourisme dans les zones concernées. Le conseiller fédéral Samuel Schmid a expliqué que la Suisse avait besoin de forces aériennes opérationnelles, et que les vols d'entraînement étaient par conséquent d'une nécessité absolue, ce qui n'empêcherait toutefois pas le DDPS de prendre très au sérieux les revendications de la population et de poursuivre les négociations, afin d'améliorer constamment la protection contre les nuisances sonores. La proposition de renvoi Günter a finalement été rejetée par 112 voix contre 58. Le pénum s'est ensuite rallié par 114 voix contre 41 à la proposition de la majorité de la commission de **rejeter l'initiative**.⁴

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 24.02.2008
ELIE BURGOS

Le 24 février, l'**initiative populaire «Contre le bruit des avions de combat à réaction dans les zones touristiques»** a été **rejetée** par 68,1% des suffrages. Tous les cantons ont également rejeté celle-ci.

La **campagne** sur cet objet – de faible intensité – a débuté en janvier. Deux camps se sont diamétralement opposés, témoignant d'une nette fracture en gauche et droite. Dans celui des **opposants** à l'initiative populaire: le Conseil fédéral et les partis de droite: l'UDC, le PRD, le PDC, le PL, le PEV, le PCS, l'UDF, la Lega, le PSL, ainsi que l'USAM, hotelleriesuisse, Gastrosuisse, la Société suisse des officiers et la Fédération suisse du tourisme. Celui des **partisans** réunissait autour de l'association «Helvetia Nostra» de l'écologiste Franz Weber le PS, les Verts, le PdT, ainsi que le GSsA, le CIPRA et le Schweizerischer Friedensrat.

Pour les **partisans** de l'initiative, une restriction importante des exercices militaires des avions de combat à réaction représentait une nécessité en raison des nuisances occasionnées en matière de bruit et de pollution. Selon eux, l'armée de l'air pouvait, malgré tout, rester opérationnelle au travers d'exercices à l'étranger et du recours à des simulateurs de vol. Franz Weber a également relevé un concept de stationnement des avions qui se base sur trop peu d'aérodromes et a exigé une réduction des exercices militaires durant la haute saison touristique. Sans donner de précisions quant aux régions concernées par sa demande, l'écologiste s'est insurgé contre le fait que ses adversaires lui reprochent d'être opposé à l'armée, ce qu'il a nié. Il a insisté sur le fait que son initiative n'empêchait ni la défense de la Suisse, ni des opérations pendant des événements comme le WEF ou l'Euro 2008, indiquant vouloir plutôt lutter contre «la terreur du bruit» a et les excès de l'armée.

Quant aux **opposants**, notamment regroupés au sein d'un comité interparti «pour un espace aérien sûr» emmené par tous les partis de droite (et soutenu par de

nombreuses associations proches de l'armée), ils estimaient que cette initiative était dangereuse pour plusieurs raisons. Premièrement, mettant en avant le flou entourant la notion de «zone touristique», ils estimaient qu'elle mettait en péril non seulement les forces aériennes, mais aussi l'armée. En effet, selon eux, accepter cette initiative constituerait dans les faits une interdiction de s'entraîner pour les forces aériennes suisses dans leur propre pays, les exercices à l'étranger ne pouvant remplacer ceux effectués en Suisse. D'où, selon les opposants, une atteinte à la neutralité et à la souveraineté de la Suisse. Les adversaires du texte n'ont également pas manqué de mettre en évidence les conséquences économiques et notamment les apports à l'économie locale, en termes de places de travail, de certains aérodromes dans des régions reculées du pays (comme celui de Meiringen (BE) par exemple) qu'induirait une telle interdiction. Ne niant pas les nuisances sonores occasionnées dans les régions concernées par les avions de combat, les opposants à l'initiative ont toutefois mis en avant les importants efforts consentis par le DDPS pour réduire ces nuisances, soit en améliorant la protection contre le bruit aux abords immédiats des aérodromes, soit en aménageant l'exploitation.

Votation du 24 février 2008

Participation : 38,7%
Oui : 601'071 (31,9%) / 0 canton
Non : 1'282'108 (68,1%) / 20 6/2 cantons

- Oui : PS, Verts, PdT ; GSsA, CIPRA, Schweizerischer Friedensrat.
- Non : PRD, PDC, UDC, PL, PEV, PCS, DS, UDF, PSL, Lega ; USAM, hotelleriesuisse, Gastrosuisse, Société suisse des officiers et Fédération suisse du tourisme.

L'analyse **VOX** a montré que, malgré le fait que Franz Weber ait maintes fois répété que ni lui-même ni son initiative populaire n'étaient en aucune façon dirigés contre l'armée en général ou l'armée de l'air en particulier, c'est la position par rapport à l'armée qui a le plus fortement déterminé le choix du vote. En effet, 87% des personnes qui estimaient que la Suisse avait besoin d'une armée forte ont rejeté cet objet. En revanche, celles qui pensaient que la Suisse est en mesure de renoncer à une défense armée du pays se sont prononcées à 65% en faveur de l'initiative. Comme le montrent les résultats de l'analyse, les sympathisants des quatre partis gouvernementaux ont clairement rejeté cette initiative. Si les membres du PS (qui recommandait le oui) l'ont rejetée de justesse, les sympathisants de l'UDC, du PRD et du PDC ont suivi la recommandation de rejet de leur parti respectif à plus de 80%. Contrairement au cas de l'initiative de Rothenthurm en 1987, qui combattait l'aménagement d'une place d'armes au cœur d'un marais, les défenseurs de l'initiative n'ont réussi à convaincre, dans le cas présent, ni les anti-militaristes, ni les défenseurs de l'environnement: en effet, presque 60% de ces derniers ont encore voté en sa défaveur. Les caractéristiques sociales et économiques de l'électorat n'ont en outre guère eu d'influence sur le vote. Les jeunes, en particulier, n'ont pas voté davantage en faveur de cette initiative que les personnes âgées, contrairement aux logiques constatées jusqu'ici en rapport avec les thèmes anti-militaristes.⁵

Wirtschaft

Landwirtschaft

Forstwirtschaft

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 13.04.2004
ELIE BURGOS

Outre les **sévères critiques** énoncées à l'encontre de ce nouveau programme forestier par plusieurs organisations écologistes et par plusieurs chefs des services cantonaux des forêts (notamment contre la baisse des moyens alloués aux cantons dans leur lutte contre la prolifération du bostryche), **Franz Weber et son association Helvetia Nostra** ont réagi à ce programme par le **lancement d'une initiative populaire pour protéger les forêts suisses** en renforçant l'article 77 de la Constitution fédérale relatif aux forêts, via notamment l'inscription d'un principe de protection de l'aire forestière suisse dans son intégralité (initiative intitulée « Sauvez la forêt suisse »).⁶

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 28.10.2005
ELIE BURGOS

L'écologiste Franz Weber a déposé son **initiative populaire intitulée « Sauver la forêt suisse »** au mois d'octobre, grâce notamment à l'aide des forestiers, qui ont soutenu cette dernière à cause des inquiétudes qu'ils nourrissaient face à la nouvelle loi sur les forêts mise en consultation. Cette initiative populaire veut graver dans la Constitution fédérale un certain nombre de principes, comme la multifonctionnalité de la sylviculture, la responsabilité conjointe de la Confédération et des cantons, ainsi que l'interdiction des coupes rases.⁷

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 06.07.2006
ELIE BURGOS

Le Conseil fédéral s'est prononcé contre l'**initiative populaire** déposée en 2005 par la Fondation Helvetia Nostra de l'écologiste Franz Weber, et intitulée « **Sauvez la forêt suisse** ». Plusieurs raisons ont été invoquées par le gouvernement : 1) l'initiative favoriserait trop l'écologie aux dépens des autres aspects (économique et social) d'une gestion durable des forêts prescrits dans la Constitution ; 2) l'initiative ne se réfère qu'à une partie des problèmes actuels en matière de politique forestière ; 3) elle engendrerait un surcoût de près de 60 millions de francs par an ; 4) les critères plus sévères concernant les défrichements priveraient l'économie de 40 à 100 millions de francs par an ; 5) l'interdiction totale de coupe rase empêcherait une meilleure utilisation des forêts sous-exploitées dans les Alpes et les Préalpes. Le Conseil fédéral a en outre demandé au DETEC de poursuivre la révision partielle de la loi sur les forêts et de soumettre, d'ici mi-mars 2007, un projet de message à l'intention du parlement, et qui servira de contre-projet indirect à l'initiative.⁸

Tierhaltung, -versuche und -schutz

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 17.11.2000
FRANÇOIS BARRAS

Suite au refus du Conseil national en 1999 de modifier **la loi sur les animaux de compagnie, deux initiatives populaires ont été lancées** au cours de l'année sous revue. La première, «pour un meilleur statut juridique des animaux», émanait de la Société des vétérinaires suisses, de la Protection suisse des animaux, de la Société cynologique suisse et de la Fondation pour l'animal en droit: 120 000 signatures ont été recueillies en moins de quatre mois. La seconde, lancée par Franz Weber sous le titre «les animaux ne sont pas des choses», a elle aussi atteint rapidement les 110 000 griffes. Mais les deux initiatives ont été prises de vitesse par celle, parlementaire, du conseiller aux Etats Dick Marty (prd, TI), lancée au lendemain du vote négatif à la Chambre du peuple. Elle l'a acceptée et a chargé sa commission d'élaborer un projet de loi. Cette initiative prévoit de ne plus considérer les animaux comme des objets inanimés, légalement appréhendés comme un bien matériel. Les organisations responsables des deux initiatives populaires n'ont pas exclu de retirer celles-ci au cas où le texte Marty était accepté au parlement.⁹

MOTION
DATUM: 04.12.2012
JOHANNA KÜNZLER

In Reaktion auf die 2011 von der Fondation Franz Weber überwiesene Petition „Keine Einfuhr von Robbenprodukten in die Schweiz" nahm der Nationalrat eine Motion Freysinger (svp, VS) an, welche das schweizerische Tierschutzgesetz der europäischen Gesetzgebung anpassen und damit sämtlichen **Handel mit Robbenprodukten** verbieten will. Damit soll verhindert werden, dass die Schweiz als einziges Land in Europa ohne ein entsprechendes Verbot zur Drehscheibe solcher Produkte wird. Da zu jenem Zeitpunkt jedoch gegen die Bestimmung der EU ein Beschwerdeverfahren bei der WTO von Seiten Kanadas und Norwegens am Laufen war, beschloss der Ständerat die Aussetzung der Motion, um die Ergebnisse des Verfahrens abzuwarten.¹⁰

MOTION
DATUM: 16.09.2014
JOHANNA KÜNZLER

2014 entschieden die eidgenössischen Räte mit einer Motion Freysinger (svp, VS), den **Handel mit Robbenprodukten** zu verbieten. Damit wurde ein Zeichen gesetzt gegen die äusserst brutale Robbenjagd, welche heutzutage vornehmlich noch in Kanada und Namibia betrieben wird. Seit 2008 waren mehrere erfolglose Vorstösse sowie eine Petition der Fondation Franz Weber mit über 10 000 Unterschriften zum Thema eingereicht worden. Dass das Parlament in einem von links bis rechts breit abgestützten Anliegen derart gezaudert hatte, ist auf strategische Gründe zurückzuführen: Eine ähnliche Regulierung der EU war 2009 bei der Welthandelsorganisation WTO angefochten worden, das entsprechende Verfahren zog sich bis zum Mai 2014 hin. Es war demnach lange unklar, ob ein Schweizer Entscheid auf internationaler Ebene allenfalls für nichtig erklärt werden würde, was den Ständerat 2012 zu einer Sistierung der Motion veranlasste. Die grosse Kammer, welche lieber sofort handeln wollte, hatte sich diesem Beschluss im Differenzverfahren zu beugen. Nachdem die WTO schliesslich das europäische Verbot grundsätzlich gutgeheissen, aber kleinere Anpassungen verlangt hatte, nahmen die Räte die Motion in einer abgeänderten Version an. Der Bundesrat soll das Gesetz dahingehend ändern, dass „die Ein- und Ausfuhr sämtlicher Robbenprodukte sowie deren Handel in der Schweiz den gleichen Bestimmungen unterliegen, wie sie die EU aufgrund des Entscheides des WTO-Berufungsgremiums trifft“. ¹¹

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 19.09.2017
KAREL ZIEHLI

La chancellerie fédérale valide, lors de l'examen préliminaire, l'Initiative populaire fédérale «Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine – Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès» lancée par un comité indépendant provenant de Suisse orientale. L'initiative demande une interdiction de l'expérimentation animale et humaine, si celle-ci n'est pas «dans l'intérêt global et prépondérant du sujet (animal ou humain) concerné». Le comité d'initiative souhaite, de plus, une interdiction de l'importation et de l'exportation de tout produit découlant de telles expérimentations. Les arguments exposés sont clairs: ils souhaitent mettre un terme à ces expérimentations, vues comme criminelles, les animaux ressentant la douleur. D'autres techniques font leurs preuves, telles que l'utilisation d'organoïdes, des organes miniatures cultivés grâce à des cellules souches. Des initiatives similaires ont, par le passé, déjà été présentées à la population, que ce soit en 1985 avec l'initiative lancée par l'emblématique Franz Weber «Pour la suppression de la vivisection» (qui récoltera 70.5% de non dans les urnes), en 1992 avec l'initiative «Pour une réduction stricte et progressive des expériences sur les animaux» (rejetée par 56.4% du corps électoral) ou encore en 1993 avec l'initiative «Pour l'abolition des expériences sur les animaux» (rejetée par plus de 70% des votants et votantes).

Le comité d'initiative et ses soutiens ont jusqu'au 3 avril 2019 pour récolter les 100'000 paraphes nécessaires afin de soumettre le texte au vote des citoyens et citoyennes. ¹²

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 29.05.2018
KAREL ZIEHLI

La Chancellerie fédérale a procédé à l'**examen préliminaire de l'initiative populaire fédérale «Non à l'élevage intensif en Suisse (initiative sur l'élevage intensif)»**. Cette initiative souhaite que les normes touchant à la dignité des animaux d'élevage respectent, au minimum, le cahier des charges édicté par Bio Suisse. Les éleveurs et éleveuses auraient 25 ans pour adapter leurs exploitations. S'agissant de la concurrence étrangère, les initiants souhaitent que la Confédération édicte des conditions sur les importations de produits issus d'animaux tenant compte du changement constitutionnel proposé ici. Le Think Tank politique antispéciste Sentience Politics est à l'origine du texte. Ce groupe politique est pour la première fois actif au niveau national, après plusieurs actions aux niveaux communal et cantonal (pétitions dans différentes villes pour des propositions de menus végétaliens dans les cantines publiques, initiative cantonale pour le droit des singes concernant les expérimentations scientifiques à Bâle-Ville).

Le texte est soutenu par la Fondation Franz Weber qui était à l'origine de l'initiative contre les résidences secondaires acceptée par le corps électoral en 2012. Vera Weber, présidente de la Fondation, dénonçait dans les médias «l'un des plus grands crimes environnementaux» s'agissant de l'élevage intensif actuellement pratiqué, citant les conséquences sur la biodiversité, le bien-être animal, l'eau et le climat mondial.

La récolte de signatures débute le 12 juin 2018, ce qui laisse aux initiants jusqu'au 12 décembre 2019 pour obtenir les 100'000 paraphes nécessaires afin de soumettre le texte à la population. ¹³

Infrastruktur und Lebensraum

Raumplanung und Wohnungswesen

Bodenrecht

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 10.05.2006
MAGDALENA BERNATH

Die Vereinigung „Helvetia nostra“ des Umweltschützers Franz Weber lancierte eine eidgenössische **Volksinitiative „Schluss mit dem uferlosen Bau von Zweitwohnungen!“**. Sie verlangt, den Anteil von Zweitwohnungen am Gesamtbestandteil der für Wohnzwecke genutzten Bruttogeschossfläche einer Gemeinde auf höchstens 20% zu beschränken.¹⁴

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 11.03.2012
MARLÈNE GERBER

Im März des Berichtsjahres stimmte das Schweizer Volk über die **Volksinitiative „Schluss mit dem uferlosen Bau von Zweitwohnungen“** ab, welche den Zweitwohnungsanteil einer Gemeinde auf höchstens 20% beschränken will. Das Volksbegehren des Umweltschützers Franz Weber wurde mit einem äusserst knappen Volksmehr von 50,6% und einem Ständemehr von 12 3/2 Ständen entgegen den Empfehlungen von Bundesrat und Parlament angenommen (Stimmbeteiligung 45,2%). Während das an Zweitwohnungen arme Mittelland und allen voran Basel-Stadt (62% Ja) das Volksbegehren begrüsst, sprachen sich die touristischen Alpenkantone Wallis und Graubünden, die Zentralschweiz und das Tessin primär dagegen aus. Mit 74% ablehnenden Stimmen legte der Kanton Wallis das deutlichste Nein in die Urne. Obwohl die erste von gfs.bern durchgeführte SRG SSR Umfrage Anfang Februar einen Ja-Anteil von 61% ausgewiesen hatte und die zweite Umfrage zehn Tage vor Abstimmung noch immer eine positive Zustimmung von 52% zeigte, wurde die Annahme der Initiative im Allgemeinen mit grosser Überraschung zur Kenntnis genommen. Vor den ersten Umfrageergebnissen hatten sich die Gegner der Initiative bereits siegessicher gezeigt und ihre Kampagne mit wenig Herzblut und dementsprechend geringem Mitteleinsatz geführt. Sogleich nach Publikation der ersten SRG Umfrage wurde jedoch Kritik am Gegnerkomitee und insbesondere an der GLP geäussert, welche die laue Nein-Kampagne anführte. An einer Medienkonferenz Ende Februar gestanden Vertreter des gegnerischen Komitees ein, die Emotionalität der Initiative unterschätzt zu haben. Die GLP rügte, ein Engagement von Seiten der grossen Wirtschaftsvertreter habe zu Beginn der Kampagne gefehlt. Namentlich economiesuisse habe ihre finanziellen Mittel bis zu jenem Zeitpunkt hauptsächlich zur Bekämpfung der Ferieninitiative eingesetzt, welche auf denselben Abstimmungstermin angesetzt war. Economiesuisse entgegnete daraufhin, die GLP habe mit der Konkretisierung des Kampagnenkonzeptes, woran der Verband seine finanzielle Unterstützung knüpfte, lange auf sich warten lassen. Bis zum Abstimmungstermin wurden dann aber Investitionen in voraussichtlich sechststelligem Betrag in Aussicht gestellt. Das Komitee distanzierte sich auch von der kurz zuvor geschalteten, aggressiven und als kontraproduktiv erachteten Kampagne einer Gruppe von Walliser Bauunternehmern, in welcher eine Stalin ähnelnde Figur mit Hammer und Sichel ein Chalet zerstörte. Nichtsdestotrotz blieb das eigene finanzielle Engagement des Gegnerkomitees insgesamt beschränkt. Nach Annahme der Initiative äusserten auch die CVP und FDP als Kampagnenmitstreiter Kritik an der GLP und deren mangelnder Kampagnenführung. Die GLP konterte, das Amt sei ihr von verschiedensten Seiten aufgedrängt worden und man habe die Mitstreiter von Beginn weg auf die bescheidenen finanziellen Eigenmittel hingewiesen.

Abstimmung vom 11. März 2012

Beteiligung: 45.2%
Ja: 1'152'1598 (50.6%) / 12 3/2 Stände
Nein: 1'123'802 (49.4%) / 8 3/2 Stände

Parolen:

- Ja: SP, EVP, GPS
- Nein: FDP, CVP, SVP, GLP(2)*, BDP; economiesuisse, SGV, SBV.

* In Klammer Anzahl abweichender Kantonalsektionen¹⁵

Bereits im Mai und somit vor Verabschiedung der Übergangsverordnung zur Zweitwohnungsinitiative wurde bekannt, dass die Hälfte der Kantone ihren Gemeinden erlaubt, Baugesuche für Zweitwohnungen bis Ende 2012 weiterhin zu bewilligen. Daraufhin wurden einige Gemeinden mit neu eingereichten Baugesuchen überhäuft. Der Immobilienmonitor der CS zeigte in den letzten 12 Monaten bis Oktober des Berichtsjahres eine Zunahme im Wohnungsbau von 23% im Vergleich zum Vorjahr. Dies sei jedoch nicht einzig auf die Zweitwohnungsinitiative zurückzuführen, sondern unter anderem auch als Folge der günstigen Zinslage zu verstehen. Nichtsdestotrotz zeigte sich insbesondere in Tourismusregionen wie Gstaad, Goms, der Surselva und im Unterengadin eine starke Zunahme an Baugesuchen. Bundesrätin Leuthard (cvp) hatte bis zur Klärung der Übergangsregelungen die Sistierung der eingereichten Gesuche empfohlen. Die Kantone wiederum argumentierten, Gesuchsteller hätten ein Anrecht darauf, dass ihre Gesuche innert Behandlungsfrist geprüft werden. Im Folgenden **erhob Helvetia Nostra flächendeckend Einsprache** gegen eine Anzahl von ca. 2000 seit Abstimmungstermin bewilligten Baugesuche. Da eine Baubewilligung erst rechtskräftig wird, wenn ein letztinstanzliches Urteil gefällt oder die Beschwerdefrist ungenutzt verstrichen ist, erhoffte sich die Umweltorganisation von Franz Weber die Verhinderung des Baubooms. Der Walliser Staatsrat und das Kantonsgericht sprachen Helvetia Nostra in diesem Falle das Verbandsbeschwerderecht jedoch ab, da es sich bei der Zweitwohnungsinitiative nicht um ein nationales Natur- und Heimatschutzanliegen handle. Daraufhin wandte sich die Umweltschutzorganisation an das Bundesgericht, welches bis zum Ende des Berichtsjahres noch keinen Entscheid gefällt hatte. Die Bauvorhaben sind bis zum eidgenössischen Gerichtsentscheid aufgeschoben.¹⁶

Gleich nach Annahme der Zweitwohnungsinitiative setzte das UVEK eine Arbeitsgruppe unter Leitung des ARE zur Ausarbeitung einer **Übergangsverordnung zur Umsetzung der Zweitwohnungsinitiative** ein. Primär war die Arbeitsgruppe angehalten, den Zweitwohnungsbegriff zu klären und die Übergangsbestimmungen zu konkretisieren. Ende Mai präsentierte die Arbeitsgruppe den ersten Verordnungsentwurf. Bei der Auslegung des Zweitwohnungsbegriffs zeigten sich die Befürworter und Gegner der Initiative einig: Als Zweitwohnung gelte jedes Objekt, welches nicht als Erstwohnung genutzt werde. Gemeinden, welche bereits über einen Zweitwohnungsanteil von mehr als 20% verfügen, dürften Zweitwohnungen jedoch weiterhin bewilligen, sofern es sich dabei um „warme Betten“ handle. Dabei wurde der Begriff der „warmen Betten“ allerdings nicht über quantitative Kriterien, wie beispielsweise über die jährliche Belegungszeit in Wochen, definiert. Zweitwohnungen sollen dann als mit warmen Betten ausgestattet gelten, wenn eine professionelle Vermarktung der Wohnungen durch dauerhafte Präsenz auf einer Vermietungsplattform angestrebt wird. Des Weiteren soll der Besitzstand garantiert bleiben: Zweitwohnungen, welche bereits vor dem Abstimmungstermin bestanden haben, dürften weiterhin bestehen bleiben und auch als solche verkauft und vererbt werden. Am 18.6. äusserten sich Behörden, Parteien und Organisationen in einer konferenziellen Anhörung zum Entwurf. Ein reges Tauziehen spielte sich ab zwischen den Befürwortern der Initiative, welche eine rasche und stringente Umsetzung ihres Anliegens forderten, und den Gegnern der Initiative, die Ausnahmeregelungen schaffen und die Übergangsbestimmungen erst per Beginn 2013 in Kraft setzen wollen. Auch im Bundesrat zeigte man sich uneinig, wie die Umweltministerin Mitte August nach der ersten Sitzung zum Verordnungsentwurf bekannt gab. Eine Woche später präsentierte die Regierung dann aber doch die neue Übergangsverordnung, die hingegen nicht wie ursprünglich von der Umweltministerin gewünscht auf den 1.9.12, sondern erst per 1.1.13 in Kraft tritt. Nicht nur in diesem Punkt kam der Bundesrat dank Engagement der bürgerlichen Regierungsmitglieder den Bergkantonen und der Hotellerie entgegen: Ausnahmen sieht die Verordnung auch für bestehende Wohnungen im Sinne des Besitzstandes, für bewirtschaftete Neubauten, für Rustici und Maiensässe, sowie unter restriktiven Bedingungen ebenfalls für die Umnutzung von Hotels in Zweitwohnungen vor. Eine letzte Ausnahme gilt für Grossprojekte, wie das Andermatter Resort von Samih Sawiris, sofern vor dem Abstimmungstermin bereits ein bewilligter Sondernutzungsplan vorlag. Die Zeitung Südostschweiz bezeichnete die neue Regelung als „Sieg für die Verlierer“ und sowohl der Kanton Graubünden als auch der Kanton Wallis zeigten sich zufrieden mit den beschlossenen Übergangsbestimmungen. Von Seiten der Initianten äusserte man sich teilweise reserviert. Zufrieden gab sich Vera Weber, Vizepräsidentin der Fondation Franz Weber und Tochter des Umweltschützers, mit der vom Bundesrat gewählten Definition des Zweitwohnungsbegriffes, äusserte jedoch Bedenken zu den durch die Ausnahmebestimmungen potentiell geschaffenen Schlupflöchern, die eine korrekte Umsetzung der Initiative verhindern könnten. Die Übergangsbestimmungen gelten ab 2013 bis zum Inkrafttreten des Ausführungsgesetzes. Die Botschaft für dieses neue

Gesetz soll noch vor Ende 2013 verabschiedet werden.¹⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 04.06.2013
MARLÈNE GERBER

Mit Stefan Engler (cyp, GR), Martin Schmid (fdp, GR) und Heinz Brand (svp, GR) präsentierten drei Bündner Parlamentarier in Zusammenarbeit mit einem Rechtsanwalt kurz nach dem Bundesgerichtsentscheid zur Bewilligung von Zweitwohnungen an einer Medienkonferenz einen **in Eigenregie erarbeiteten Gesetzesentwurf** zur Umsetzung der Initiative von Franz Weber. Der Entwurf, der für Gemeinden mit einem Zweitwohnungsanteil von über 20% verschiedene Ausnahmen vom Verbot definiert, sollte einen Alternativvorschlag zu der sich in Ausarbeitung befindenden und kurz darauf in die Vernehmlassung geschickte Gesetzesvorlage bieten. Man nehme den Volksentscheid zur Kenntnis und wolle mit dem eigenen Vorschlag lediglich einen konstruktiven Beitrag zur raschen Umsetzung des Volksbegehrens leisten, damit die bestehende Rechtsunsicherheit baldmöglichst beseitigt werden könne, liess das Trio verlauten. Mit dem Ende Juni veröffentlichten Gesetzesentwurf der Regierung zeigten sich die Bündner National- und Ständeräte im Grunde zufrieden, brachten aber dennoch eine Vielzahl an Änderungsvorschlägen ein. Unter anderem soll der Gesetzesvorschlag, insbesondere die Festlegung des Zweitwohnungsanteils einer Gemeinde, nach Meinung der Parlamentarier grundsätzlich den Kantonen und nicht dem Bund überlassen werden. Weiter soll laut den Bündnern ein Nutzungswandel von vor dem Abstimmungstermin bestehenden und als Erstwohnungen klassierten Wohnbauten in Zweitwohnungen nach wie vor möglich bleiben. Ein Vorschlag, der laut Vera Weber, der Tochter des Initianten und Kampagnenleiterin der Fondation Weber, viel Raum für Spekulationen lassen würde.¹⁸

BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 19.02.2014
MARLÈNE GERBER

Im Februar 2014 präsentierte der Bundesrat seine **Botschaft zur Umsetzung der Zweitwohnungsinitiative**, die einige Ausnahmen vom Verbot zusätzlicher Zweitwohnungen in Gemeinden mit einem Zweitwohnungsanteil über 20% vorsah und die im Grundsatz die Stossrichtung der Übergangsverordnung weiterverfolgte. Altrechtliche Bauten, resp. vor der Volksabstimmung vom 11. März 2012 bereits bestehende oder bewilligte Bauten, sollen gemäss bundesrätlicher Vorlage geschützt werden und dürften – sofern sie als Erstwohnung umgenutzt oder touristisch bewirtschaftet werden – auch erweitert werden. Vom Verbot auszunehmen seien ferner "warme Betten", resp. Hotels und hotelmässige Residenzen sowie Zweitwohnungen, die auf einer Vertriebsplattform als Ferienresidenz zur Miete angeboten werden, sofern sich letztere in im Richtplan entsprechend festgelegten Gebieten befinden. Auch die Schaffung neuer "kalter Betten" soll unter gewissen Voraussetzungen erlaubt bleiben, namentlich durch Umwandlung eines seit 25 Jahren oder länger bestehenden Hotelleriebetriebs, der nicht mehr als solcher weitergeführt werden kann, sowie unter strengen Voraussetzungen in geschützten Baudenkmalern und ortsbild- und landschaftsprägenden Bauten, da solche Bauten oft nur auf diese Art erhalten werden könnten, so der Bundesrat. Vera Weber, Kampagnenleiterin der Zweitwohnungsinitiative, bezeichnete die Botschaft zur Umsetzung des Volksanliegens vor den Medien als Ohrfeige. Auch Raimund Rodewald von der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz zeigte sich unzufrieden mit dem bundesrätlichen Vorschlag. Insbesondere die Möglichkeit zur Schaffung zusätzlicher Zweitwohnungen in nicht intensiv genutzten Tourismusgebieten verschandle das Landschaftsbild.¹⁹

BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 03.03.2015
MARLÈNE GERBER

Kurz vor der nationalrätlichen Beratung des **Bundesgesetzes über Zweitwohnungen** zeigten sich bürgerliche Parlamentarier vor dem Hintergrund der immer lauter werdenden Referendumsdrohung kompromissbereit: Nicht nur metaphorisch sondern tatsächlich in letzter Minute, nämlich am Vorabend der Nationalratsdebatte in der Frühjahrssession 2015, gelang es durch Einlenken der FDP-Fraktionschefin Huber (fdp, UR) und des SVP-Fraktionschefs Amstutz (svp, BE) tatsächlich, ausserhalb des Parlaments einen Kompromiss mit Vera Weber zu erzielen. Der CVP-Vertreter und Kommissionssprecher Yannick Buttet (cyp, VS), der dem Treffen ebenfalls beigewohnt hatte, verliess dieses frühzeitig und empört darüber, vor beschlossene Tatsachen gestellt worden zu sein, welche seiner Meinung nach nicht einer "pragmatischen Umsetzung" entsprachen. Die SVP hätte den Deal alleine mit Helvetia Nostra eingefädelt und die Mitteparteien aussen vorgelassen. Ferner unterstellte Buttet der SVP, rein aus Eigeninteresse gehandelt zu haben, um auch bei ihren eigenen Initiativen weiterhin einen harten Kurs legitimieren zu können. Gegenüber der NZZ beteuerte Nationalrat Killer (svp, AG), man hätte lediglich rasch möglichst die vorherrschende Rechtsunsicherheit beheben wollen. Der Kompromiss sieht drei Zugeständnisse an die

Initianten vor: Erstens soll in Gemeinden, die ihr Kontingent ausgeschöpft haben, auch das Anbieten des Objekts auf einer Vertriebsplattform keinen Zweitwohnungsbau legitimieren. Zweitens sollen nicht mehr in Betrieb stehende Hotelanlagen, die ein Vierteljahrhundert oder länger bewirtschaftet wurden, nur zu 50% in nicht der Nutzungsbeschränkung unterstehende Zweitwohnungen umgewandelt werden dürfen. Schliesslich verlangte der Kompromiss den Verzicht auf den dehnbaren Begriff der "erhaltenswerten Bauten", wenn es darum geht, bestehende Bauten auch in Gemeinden mit ausgeschöpftem Kontingent in Zweitwohnungen umzuwandeln. Anstelle dessen soll die Umwandlung in nicht der Nutzungsbeschränkung unterstehende Wohnungen nur in geschützten und "ortsbildprägenden" Bauten möglich sein. Der Begriff "ortsbildprägend" gilt als deutlich klarer und enger umrissen als der Begriff "erhaltenswert". Im Gegenzug verpflichtete sich Vera Weber, auf das Ergreifen des Referendums zu verzichten.

In der sich über zwei Tage erstreckenden Sitzung im Nationalrat waren es in der Folge nur die CVP und die BDP, die eine harte Linie fuhren und die Interessen ihrer Stammwählerschaft vertraten. Hans Grunder (bdp, BE) kritisierte das Umschwenken der SVP-Fraktion, nachdem deren Kommissionsmitglieder in den Vorberatungen im Namen der Mehrheit noch für eine Beibehaltung oder gar Aufweichung des ständerätlichen Kurses plädiert hatten, worauf der SVP-Fraktionspräsident in ein Kreuzfeuer von diversen Fragen verschiedenster Seiten geriet. Zu Beginn der Beratungen hatte die grosse Kammer über zwei Anträge der Ratslinken zu bestimmen, welche die Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat forderten, verbunden mit den Aufträgen, einen Entwurf auszuarbeiten, der den Volkswillen ernst nehme, und eine qualitativ hochstehendere und klarere Gesetzesgrundlage zu schaffen. In der Begründung seines Minderheitsantrages liess Roger Nordmann (sp, VD) verlauten, er habe während seiner ganzen parlamentarischen Karriere noch nie einen so geschraubten Gesetzestext gesehen wie der Vorliegende und mehr noch: "Il est difficile d'y reconnaître un texte légal". Über die geschlossen für die Rückweisung votierenden Fraktionen der SP und der Grünen hinaus fand das Anliegen jedoch bei keinem weiteren Ratsmitglied Zustimmung, womit dieses klar abgelehnt wurde. Im Anschluss stellte sich die Linke und ebenso die GLP hinter die gesetzverschärfenden Anträge Huber/Amstutz, welche aus diesem Grund mit komfortablen Mehrheiten angenommen werden konnten. Lediglich die geschlossen auftretende Fraktion der BDP, eine beinahe geeinte CVP-Fraktion sowie vereinzelte Mitglieder der SVP stellten sich gegen den ausserparlamentarisch ausgehandelten Kompromiss. Auch Bundesrätin Leuthard zeigte sich im Grunde zufrieden mit der Kompromisslösung, jedoch nicht ohne zu betonen, dass sie es begrüsst hätte, wenn diese den Beratungen in der Kommission entsprungen wäre, da die Auslotung gangbarer Möglichkeiten eigentlich zur Aufgabe der Legislativkommissionen gehöre. Darüber hinaus zeigte sich die Bundesrätin irritiert ob dem verklausulierten Regelwerk: Der Kompromiss schränke die Umnutzung bestehender Wohnungen in Hotelbauten im Artikel 9 Absatz 2 nun zwar ein; in den Absätzen 1bis und 1ter erlaube ein ständerätlicher Zusatz Hotelbesitzern jedoch gar den Neubau von Zweitwohnungen in Gemeinden mit einem Zweitwohnungsanteil von über 20%. Da letztere Regelung nicht Teil des ausgehandelten Kompromisses war, unterlag ein links-grüner Minderheitsantrag zur Streichung dieser Absätze. Nur die GLP-Fraktion unterstützte diesen Antrag.

Ferner beschloss der Nationalrat weitere Abweichungen zur Fassung des Ständerates und schickte den von der ursprünglichen Mehrheit der UREK-NR gestellten Antrag auf Dringlichkeit mit 173 zu 22 Stimmen klar bachab, wobei der Rat der Minderheit Jans (sp, BS) folgte. Für die Dringlichkeitsklausel setzte sich die Hälfte der CVP-Fraktion sowie eine Minderheit der SVP-Fraktion ein. Zum Schluss der Beratung gab Roger Nordmann (sp, VD) im Namen der SP-Fraktion bekannt, die SP werde diesen Kompromiss in der Schlussabstimmung unterstützen, sofern der Ständerat auf den Kompromiss einschwenke. Mit 143 zu 6 Stimmen bei nicht weniger als 47 Enthaltungen verabschiedete der Nationalrat den so veränderten Entwurf nach der Gesamtabstimmung in die Differenzbereinigung. Neben einzelnen Vertretern der FDP und SVP sowie den grossmehrheitlichen Fraktionen der CVP und BDP enthielt sich die Grüne Fraktion komplett der Stimme.²⁰

Umweltschutz

Naturschutz

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 27.11.1972
PETER GILG

Eine breite Öffentlichkeit wurde auf die **Gefährdung wertvoller Landschaften** durch die Aktionen des Journalisten Franz Weber aufmerksam. Dieser bekämpfte durch Gründung von Komitees, Sammlung von Unterschriften, Eingaben an die Behörden und Verhandlungen mit den Gemeinden Überbauungen am Genfer See (Lavaux) und im Wallis (Montana, Val d'Anniviers) sowie die Nationalstrassenführung am Sempachersee, erregte damit aber auch heftige Widerstände und hatte nur teilweise Erfolg. Im übrigen veranlasste der Bundesbeschluss über dringliche Raumplanungsmassnahmen die Kantone, gewisse Landschaften vorläufig unter Schutz zu stellen, z. B. das Gebiet der Oberengadiner Seen.²¹

KANTONALE POLITIK

DATUM: 26.11.1973
PETER GILG

Auf kantonaler Ebene wurden **Naturschutzziele mit Hilfe von Volksbegehren verfolgt**: so reichte der Journalist Franz Weber in der Waadt 26'000 Unterschriften für die **Erhaltung der Rebberglandschaft des Lavaux** ein. Im Thurgau wurde die Bewahrung der natürlichen Ufer des Bodensees und des Rheins durch eine neue Verfassungsbestimmung, die auf eine Volksinitiative zurückging, zur Staatsaufgabe erklärt.²²

BERICHT

DATUM: 31.12.1973
PETER GILG

Auch im **Natur- und Heimatschutz** waren weiterhin Bestrebungen für ein stärkeres Engagement des Bundes wirksam. Die dafür zuständige Abteilung des Eidg. Oberforstinspektorats befasste sich aufgrund der vom Parlament überwiesenen Motionen mit einer Revision des Natur- und Heimatschutzgesetzes, wobei sie den Entwicklungen im Raumplanungs- und Umweltschutzrecht Rechnung trug. Der Bundesrat entschied sich für eine Teilnahme an der Durchführung des «Jahres für Denkmalpflege und Heimatschutz», das der Europarat für 1975 proklamiert hatte; zur Einleitung einer Aufklärungskampagne beherbergte Zürich im Sommer eine Konferenz, die staatliche und private Delegierte aus fast allen Ländern Europas vereinigte. Dabei wurde besonderes Gewicht auf eine Einordnung des Heimatschutzes in die moderne Raum- und Siedlungsplanung gelegt. Als eines von rund 50 europäischen Musterbeispielen soll in Mullen mit Bundesmitteln eine lebensfähige Altstadt restauriert werden. Andererseits unterzeichnete die Schweiz ein Übereinkommen über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen, das von der Umweltschutzkonferenz der UNO im Jahre 1972 angeregt worden war und das die Einführung einer entsprechenden Bewilligungspflicht vorsieht.

Eine neue Forderung an den Bund betraf den Schweizerischen Nationalpark. Da die Kosten für dessen Unterhalt den Schweizerischen Bund für Naturschutz immer stärker belasten, beschloss dieser, für den Park die Rechtsform einer öffentlichen Stiftung anzustreben, an der die Eidgenossenschaft beteiligt wäre. Ausserdem unterstützten dem Naturschutz nahestehende Kreise die Beauftragung des Bundes mit der Förderung der Wanderwege. Nachdem ein parlamentarischer Vorstoss vom Bundesrat eher zurückhaltend aufgenommen worden war, wurde im Spätsommer eine Verfassungsinitiative lanciert, die allerdings nicht unbestritten blieb.

Mit wechselndem Erfolg wurde um einzelne von wirtschaftlicher Nutzung bedrohte Landschaften gekämpft. Der Bundesrat hiess eine Beschwerde gegen den Bau einer Luftseilbahn auf den Feekopf (VS) gut, wies aber eine weitere, die sich gegen ein entsprechendes Vorhaben am Kleinen Matterhorn wandte, mit der Begründung ab, dass die betreffende Gegend bereits verschiedene technische Anlagen aufweise und dass die Gemeinde Zermatt andere Teile ihres Gebiets unter Schutz gestellt habe. Auf kantonaler Ebene wurden Naturschutzziele mit Hilfe von Volksbegehren verfolgt: so reichte der Journalist Franz Weber in der Waadt 26'000 Unterschriften für die Erhaltung der Rebberglandschaft des Lavaux ein. Im Thurgau wurde die Bewahrung der natürlichen Ufer des Bodensees und des Rheins durch eine neue Verfassungsbestimmung, die auf eine Volksinitiative zurückging, zur Staatsaufgabe erklärt.²³

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 17.09.1974
ERNST FRISCHKNECHT

Unter dem Motto «Eine Zukunft für unsere Vergangenheit» wurde bereits im September das auf 1975 angesetzte **«Europäische Jahr für Denkmalpflege und Heimatschutz» eröffnet**. Im Sinne der vom Europarat geförderten neuen Konzeption des Denkmalschutzes, die nicht das Einzelobjekt in den Vordergrund stellt, sondern sich für die Erhaltung ganzer Siedlungskomplexe mit Denkmalcharakter einsetzt, bezeichnete der Bundesrat auf Vorschlag eines vorbereitenden Komitees aus jedem Sprachgebiet ein Musterbeispiel für die Durchführung von vorbildlichen Erhaltungsarbeiten: In Martigny (VS) und Murten (FR), zwei sich stark entwickelnden Gemeinwesen, will man Reste aus der Römerzeit bzw. eine mittelalterliche Stadtanlage bewahren, in Ardez (Engadin) ein noch lebensfähiges Bergbauerndorf wirtschaftlich und baulich sanieren und zugleich vom Durchgangsverkehr entlasten und in Corippo (TI) eine sterbende Bergsiedlung neu beleben. Zahlreiche Kantone und Gemeinden bereiteten ihrerseits umfangreiche Programme vor. Für die Erhaltung wertvoller Baudenkmäler setzten sich auch heimatschutzorientierte Gruppen und Persönlichkeiten ein. So erwuchs dem Projekt einer unterirdischen Zivilschutzstelle mit Autoeinstellraum im Schloss Regensberg (ZH) Opposition unter Führung von Franz Weber. Eine Volksinitiative «Rettet Regensberg» kam in der Rekordzeit von fünf Stunden zustande. Der Zürcher Kantonsrat erklärte sie jedoch wegen verschiedener Mängel für ungültig, was zur Lancierung eines zweiten Volksbegehrens führte. Das Schicksal des «schweizerischen Pompeji», der Römerstadt Augusta Raurica (bei Kaiseraugst/ BL), die durch Überbauungspläne bedroht ist, war Gegenstand einer Interpellation (Ip. 11772) im Nationalrat.²⁴

KANTONALE POLITIK
DATUM: 08.10.1974
ERNST FRISCHKNECHT

Im Bereiche des Natur- und Landschaftsschutzes fand die Sorge um gefährdete Werte weiterhin Ausdruck in politischen Aktionen. Im nahezu dreijährigen Ringen um die **Erhaltung der Rebberglandschaft des Lavaux** erreichte das vom kämpferischen Heimatschützer Franz Weber präsierte Komitee «Sauver Lavaux», dass eine mit der Angelegenheit betraute Kommission der waadtländischen Regierung beantragte, das umstrittene Gebiet in die Schutzzone aufzunehmen.²⁵

BERICHT
DATUM: 31.12.1974
ERNST FRISCHKNECHT

Auch im Bereiche des **Natur- und Landschaftsschutzes** fand die Sorge um gefährdete Werte weiterhin Ausdruck in politischen Aktionen. Im nahezu dreijährigen Ringen um die Erhaltung der Rebberglandschaft des Lavaux erreichte das vom kämpferischen Heimatschützer Franz Weber präsierte Komitee «Sauver Lavaux», dass eine mit der Angelegenheit betraute Kommission der waadtländischen Regierung beantragte, das umstrittene Gebiet in die Schutzzone aufzunehmen. Eine Volksinitiative zur Förderung der schweizerischen Fuss- und Wanderwege wurde mit der ungewöhnlich hohen Zahl von 123'749 gültigen Unterschriften eingereicht (davon stammte fast ein Viertel aus dem Kanton ZH). Die Stimmbürger des Kantons Zürich nahmen eine Vorlage über Erholungsgebiete an. Widerstand machte sich lediglich in ländlichen Regionen bemerkbar; die Bauern befürchteten, vermehrt unter der Rücksichtslosigkeit von Ausflüglern leiden zu müssen. Um dem Nationalpark eine neue finanzielle und rechtliche Grundlage zu verschaffen, liess der Bundesrat einen Vorentwurf für ein entsprechendes Gesetz ausarbeiten.²⁶

KANTONALE POLITIK
DATUM: 20.10.1976
HANS HIRTER

Gegen die **schleppende Behandlung der 1973 eingereichten Initiative für den Schutz der Weinbaugebiete am Genfersee («Sauver Lavaux»)** deponierte Franz Weber beim Bundesgericht eine staatsrechtliche Beschwerde; prompt unterbreitete nun die Waadtländer Regierung einen Gegenvorschlag, der vorsieht, nur einzelne besonders erhaltenswerte Gebiete unter Schutz zu stellen.²⁷

KANTONALE POLITIK
DATUM: 11.12.1976
HANS HIRTER

Um den Postulaten des Heimatschutzes für die **Erhaltung von wertvollen Gebäuden und Ortsbildern** konsequenter nachkommen zu können, **erliessen die Kantone Basel-Stadt und Genf Heimatschutzgesetze**. Diese Gesetze scheinen allerdings F. Weber zu wenig weit zu gehen, hat er doch gerade diese beiden Grossstädte als erste Objekte seiner neu gegründeten Vereinigung «Helvetia nostra» ausgewählt: mittels Verfassungsinitiativen sollen in diesen Städten Abbruchverbote und Sanierungspläne durchgesetzt werden. Nur durch ein Zufallsmehr erhielt die Regierung von Basel freie Hand für die mit Argumenten des Heimatschutzes begründete bauliche Sanierung von 40 Altstadt Häusern; die opponierende Linke rechtfertigte ihre Haltung mit Bedenken gegen die Entstehung teurer Luxuswohnungen. Die Basler Stimmbürger sprachen sich

im weiteren nach einer heftigen Kampagne deutlich gegen die Errichtung eines Grosskaufhauses aus, welche eine massive bauliche Umgestaltung des historischen Marktplatzes mit sich gebracht hätte. Beim «Schweizer Heimatschutz» bemühte sich die teilweise erneuerte Verbandsleitung um eine Neudefinition der Zielvorstellungen. Frische Impulse erhofft man sich von der eingeleiteten Entwicklung in Richtung auf eine Politik, die sich vermehrt mit der Erhaltung einer lebensfreundlichen Umwelt befasst, wobei die bis anhin betriebenen Denkmalschutzaktivitäten nur noch ein Teilgebiet unter anderen wären.²⁸

KANTONALE POLITIK
DATUM: 16.06.1977
HANS HIRTER

Den uneingeschränkten Schutz vor baulichen Veränderungen verlangte ein von Franz Weber unterstütztes waadtländisches **Volksbegehren («Sauer Lavaux»)** für die Rebberge östlich von Lausanne. Obwohl die Regierung – wohl vor allem aus taktischen Gründen – einen viel allgemeiner gehaltenen Gegenvorschlag präsentiert hatte, fand die von den Linksparteien und der SVP unterstützte Initiative eine **deutliche Zustimmung**.²⁹

KANTONALE POLITIK
DATUM: 19.12.1978
HANS HIRTER

In der Waadt behandelte das Parlament das Gesetz zum Schutz der **Weinbaugebiete des Lavaux** vor baulichen Veränderungen. Die erforderlichen Verfassungsgrundlagen waren 1977 mit der Annahme der von F. Weber lancierten Volksinitiative «Sauer Lavaux» geschaffen worden. Der **Grosse Rat akzeptierte die Vorlage**, welche doch recht weitgehende Eingriffe in die Autonomie der Gemeinden dieser Region bringt, nachdem er sie in einigen Punkten abgeschwächt hatte.³⁰

KANTONALE POLITIK
DATUM: 30.12.1982
HANS HIRTER

Ausserst umstritten sind die Pläne des EMD, im Gebiet der Hochmoore von Rothenthurm (SZ) einen Waffenplatz zu errichten. Da wir an anderer Stelle ausführlich auf diese Kontroverse eingehen, beschränken wir uns hier auf die in diesem Zusammenhang eingereichte **kantonale Volksinitiative zum Schutz gefährdeter Landschaften**. Eher unerwarteterweise gelang es einem auf Anregung von Franz Weber gebildeten Komitee auch ohne die Unterstützung institutionalisierter Parteien und Organisationen, die erforderlichen Unterschriften zu sammeln. Vorgeschlagen wird praktisch ein Bauverbot für nichtlandwirtschaftliche Bauten ausserhalb bestehender Siedlungen. Damit sind neben dem Waffenplatz auch weitere geplante Anlagen (Richtstrahlantenne auf dem Höhrnonnen, Hotelbauten in Morschach und auf dem Rigi usw.) anvisiert.³¹

POSTULAT
DATUM: 12.03.1987
KATRIN HOLENSTEIN

Im **Zusammenhang mit der Debatte über das Luftreinhalte-Konzept des Bundesrates behandelte der Nationalrat auch mehrere Vorstösse zum Thema Waldschäden**. Unter anderem überwies er ein Postulat Carobbio (psa, TI), das Sofortmassnahmen gegen das Waldsterben verlangt und eine ausserordentliche, zeitlich begrenzte Sonderabgabe auf allen Emissionsquellen vorschlägt, um damit die Sanierung und Pflege des kranken Waldes zu finanzieren. Hingegen kam auch die zweite vom Umweltschützer F. Weber lancierte Volksinitiative, die unter dem Titel "Rettet unsere Wälder" umfassende Massnahmen gegen das Waldsterben verlangte, nicht zustande.³²

Allgemeiner Umweltschutz

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 16.10.1984
CLAUDE LONGCHAMP

Ohne einzelne Massnahmen aufzulisten, lancierte der Umweltschützer F. Weber eine **Volksinitiative «Kampf dem Waldsterben»**. Damit will er dem Bundesrat ausserordentliche Vollmachten geben und den von der Exekutive erhobenen Grundsatz, die Luftverschmutzung sei auf den Stand Mitte der 50er Jahre zu senken, in der Verfassung verankern. Schutzmassnahmen zugunsten der gesamten Umwelt, die sich aus den bisherigen Verfassungsbestimmungen genügend ableiten liessen, sollten ausschliesslich auf dem Verordnungswege realisiert werden. Damit würde nach Ansicht des Initianten die nötige Zeit gewonnen, um ergriffene Massnahmen rechtzeitig wirksam werden zu lassen.³³

BERICHT
DATUM: 31.12.1986
KATRIN HOLENSTEIN

Nachdem 1985 eine Stagnation des **Waldsterbens** festgestellt worden war, **verschlechterte sich der Gesundheitszustand des Waldes im Berichtsjahr alarmierend**. Aus der Sanasilva-Waldschadeninventur 1986 geht hervor, dass die Zahl der geschädigten Waldbäume innert Jahresfrist um 14 Prozent auf 50 Prozent zugenommen hat. Dabei sind die Laubbäume (+16%) stärker betroffen als die Nadelbäume (+13%). Den grössten Schadenanteil trägt die Alpenregion mit 60 Prozent kranken Bäumen (+ 17%); auf der Alpensüdseite sind es sogar 65 Prozent. Angesichts der bedrohlich steigenden Schäden wurde eine Fortsetzung des 1987 auslaufenden Sanasilva-Programms beschlossen. Da seine Volksinitiative «Kampf dem Waldsterben» nicht zustande kam, lancierte der Umweltschützer F. Weber eine neue Initiative «Rettet unsere Wälder», die ebenfalls verlangt, dass die Luft-, Wasser- und Bodenverschmutzung auf den Stand von 1955 reduziert wird. Vom Parlament war der Bundesrat anlässlich der Sondersession zum Thema Waldsterben im Vorjahr aufgefordert worden, in einem Konzept festzulegen, auf welchen Stand und mit welchen zusätzlichen Massnahmen die Luftqualität verbessert werden solle. Nach diesem nun vorgelegten Luftreinhalte-Konzept will die Landesregierung die Luftbelastung so weit reduzieren, dass sie wieder den Stand der 50er Jahre erreicht. Sie kam allerdings zum Schluss, dass das gesteckte Ziel bei den Stickoxid- und Kohlenwasserstoff-Emissionen mit den ins Auge gefassten Massnahmen nicht erreicht werden könne. Aufgrund der alarmierenden Ergebnisse des Sanasilva-Waldschadenberichts forderte Nationalrat Künzi (fdp, ZH) in einer dringlichen Interpellation (86.997) deshalb weitergehende Massnahmen. Der Bundesrat anerkannte deren Notwendigkeit und gab zugleich zu bedenken, dass ihre Realisierung in erster Linie vom politischen Willen des Parlaments abhängt.³⁴

**VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBECHLUSS**
DATUM: 28.06.1990
SERGE TERRIBILINI

La LPE prévoyant un **droit de recours pour les organisations de protection de l'environnement** contre des décisions concernant des installations soumises à l'EIE, le Conseil fédéral avait mis en consultation, en 1989, une ordonnance dressant la liste de celles pouvant en bénéficier. Dans sa mouture définitive, l'ordonnance comprend les fondations Helvetia Nostra et Franz Weber qui n'avaient, tout d'abord, pas été prises en considération, ainsi que la Fondation suisse pour l'énergie. Ainsi complétée, elle est entrée en vigueur le 1er août.³⁵

Sozialpolitik

Bevölkerung und Arbeit

Bevölkerungsentwicklung

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 31.12.2012
LAURENT BERNHARD

L'initiative populaire «**Halte à la surpopulation, pour la préservation durable des ressources naturelles**», lancée par l'Association Ecologie et Population (Ecopop) en mai 2011 a finalement abouti. C'est notamment grâce au soutien inattendu de Franz Weber que le seuil des 100'000 signatures valables a été atteint. Le texte demande que la croissance de la population résidente, provoquée par l'immigration, se limite à 0,2% sur une moyenne de trois ans. En outre, l'initiative préconise l'attribution de 10% des fonds de l'aide suisse au développement à des projets d'information sur le planning familial.³⁶

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Verbände

Verbände

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 23.12.2000
HANS HIRTER

Der Automobilistenverband **TCS** lancierte mit Unterstützung des ACS im Winter eine Volksinitiative mit dem Kurztitel „Avanti“ für einen Ausbau des Nationalstrassennetzes (Verbreiterung von einigen Teilstücken auf sechs Spuren und zweite Röhre durch den Gotthard) und konnten diese noch vor Jahresende einreichen. In ähnlich kurzer Zeit konnten zwei Tierschutzorganisationen die nötigen Unterschriften für zwei Volksinitiativen zusammenbringen, welche die Rechtsstellung der Tiere (insbes. der Haustiere) verbessern wollen. Die eine stammte von Franz Weber, die andere vom **Schweizer Tierschutz** und weiteren Verbänden.³⁷

Natur und Umwelt

ANDERES
DATUM: 23.09.2014
JOHANNA KÜNZLER

Der Umweltschützer Franz Weber übergab im September 2014 offiziell die **Leitung der Fondation Franz Weber** an seine Tochter Vera. Der inzwischen 87 Jahre alte Aktivist hatte schon seit Längerem mit gesundheitlichen Problemen zu kämpfen. Vera Weber ist diplomierte Hotelfachfrau mit ergänzender Ausbildung im Journalismus. In der Stiftung war sie bereits seit 1999 aktiv, unter anderem als Kampagnenleiterin und Vize-Präsidentin. Sie will die Organisation im Sinne ihres Vaters weiterführen. Die 1975 gegründete Fondation vermochte auch in den vergangenen Jahren noch ihren Einfluss in der Politik geltend zu machen. Das meiste Aufsehen erregte sie mit dem Erfolg ihrer Zweitwohnungsinitiative.³⁸

-
- 1) 24 Heures, 1.3.82, 17.3.82; Suisse, 3.3.82; Presse vom 8.3.82; welsche Presse vom 9.3.82; JdG, 10.3.82; TLM, 10.3.82.
 - 2) FF, 2004, p. 2205 ss.; 24h, 12.3.04.
 - 3) FF, 2006, p. 7231 ss.; Presse du 14.9.06.
 - 4) BO CN, 2007, p. 7 ss. et 1163.
 - 5) Hirter et Linder (2008). Analyse VOX des votations fédérales du 24 février 2008.; Voir presse du 8.1 au 25.2.08.
 - 6) 24h, 7.2 et 20.3.04.; FF, 2004, p. 1905 ss.; Lib., 13.2.04. La récolte des signatures a débuté le 27.4.04.
 - 7) FF, 2005, p. 6195 s.; presse du 15.10.05.
 - 8) Presse du 6.7.06.
 - 9) FF, 2000, p. 1000 s., 1268 s. et 4634 s.; TG, 18.8.00 (première initiative); LT, 17.11.00 (initiative Weber); BO CE, 2000, p. 529 ss.
 - 10) AB NR, 2012, S. 701 f.; AB SR, 2012, S. 1051.
 - 11) AB NR, 2013, S. 743; AB NR, 2014, S. 1893; AB SR, 2013, S. 1161 ff.; AB SR, 2014, S. 831 f.; NZZ, 17.9.14
 - 12) FF, 2017, p. 5797; AZ, 1.9.17; LZ, 27.9.17; Lib, TG, 4.10.17
 - 13) FF, 2018, P. 3324 f.; Blick, 12.6.18; TG, 13.6.18
 - 14) BBI, 2006, S. 5229 ff.; Presse vom 10.5.06.
 - 15) BRG 08.073; AZ, 11.2.12, TA, 25.2.12, LT, 1.3.12, SGT, 14.3.12.
 - 16) NZZ, 29.12.12.
 - 17) Medienmitteilung BR, UVEK vom 22.8.12; NZZ, 9.5. und 25.5.12, Presse vom 16.8. und 23.8.12, BaZ, 23.8.12 (Interview mit Vera Weber).
 - 18) SGT, 4.6.13; Presse vom 5.6.13; AZ, 28.6.13; SoS, 26.9.13
 - 19) BBI, 2014, S. 2287 ff.; Medienmitteilung BR, UVEK, ARE vom 19.2.14; AZ, BZ, LT, Lib, NZZ, SGR, SGT, TA, TG, 20.2.14
 - 20) AB NR, 2015, S. 32 ff.; Presse vom 4.3. und 5.3.15; SO, 1.2.15; Exp, NZZ, TA, 20.2.15; TA, 28.2.15; SOGR, 1.3.15; NZZ, 3.3.15
 - 21) TLM, 8.2., 10.3., 25.3., 14.8., 12.9., 15.9., 18.10., 24.11., 25.11. und 27.11.72; TG, 18.3., 19.3. und 14.7.72; NBÜz, 3.6.72; Vat., 13.7.72.
 - 22) GdL, 21.7., 22.7. und 26.11.73. TA, 27.8.73.
 - 23) AB NR, 1973, S. 801 f.; AS, 1974, S. 50 f.; AS, 1974, S. 66; BBI, 1973, II, S. 1021 ff.; NZZ, 11.3., 28.5., 1.7., 5.7., 9.7. 21.8., 23.9., 9.11. und 19.12.73; Ldb, 26.4.73; TA, 9.7. und 27.8.73; GdL, 21.7. und 22.7.73; Bund, 21.8.73; Touring, 13.9.73; SDA, 26.11. und 20.12.73; Vat, 22.12.73.
 - 24) AB NR, 1974, S. 491 f.; AS, 1975, S. 53; BN, 1.7.74; NZZ, 1.7., 18.9., 3.10., 5.10., 6.10. und 19.11.74; TA, 7.2., 20.8., 24.9., 28.9., 10.10., 13.11. und 5.12.74; NBZ, 31.8.74; JdG, 18.9.74; Ldb, 28.9. und 31.12.74; Ostschw., 17.10.74; NZ, 21.11.74.
 - 25) Bund, 2.6.74; GdL, 4.10. und 8.10.74; TG, 4.10.74.
 - 26) AS, 1975, S. 71; BBI, 1974, I, S. 817 ff.; Schweizer Naturschutz, 40/1974, Nr. 5. S. 7 ff.; Schweizer Naturschutz, 41/1975, Nr. 3, S. 10 ff.; TA, 26.1. und 13.3.74; Ldb, 9.3.74; NZZ, 15.3.74; Bund, 2.6.74; GdL, 4.10. und 8.10.74; TG, 4.10.74.
 - 27) 24 heures, 1.5. und 20.10.76. ; Weber (1976). Des montagnes à soulever.
 - 28) NZ, 16.1., 9.9., 22.9., 23.9., 27.9., 29.9. und 11.12.76; TG, 6.5.76; TLM, 17.5.76; JdG, 8.6.76; Vat., 21.6.76; Ww, 21.7.76; NZZ, 5.10.76; TA, 11.12.76.
 - 29) TLM, 5.6., 6.6., 7.6. und 13.6.77.
 - 30) 24 Heures, 7.8., 7.12., 12.12., 19.12. und 13.2.79; GdL, 8.8.78.
 - 31) BaZ, 9.8. und 14.9.82; Vat., 10.9., 22.10. und 30.12.82
 - 32) AB NR, 1987, S. 268 f.; AB NR, 1987, S. 332; BBI, 1987, III, S. 672; Luftreinhalte-Konzept siehe unten. SPJ, 1986, S. 140.
 - 33) BBI, 1984, III, S. 355 f.; Presse vom 31.10.84.
 - 34) BA für Forstwesen und Landschaftsschutz / Eidg. Anstalt für das forstliche Versuchswesen (1986). Sanasilva-Waldschadenbericht 1986.; AB NR, 1986, S. 1991 ff.; AB NR, 1986, S. 950 f.; BBI, II, 1986, S. 85 f.; SZ, 26.4.86; Vat., 28.6.86 ; TA, 8.7., 2.9, 11.9. und 18.12.86; Presse vom 15.8. und 28.11.86; SHZ, 20.11.87; SGT, 9.12.86.; Verwaltung + Organisation, 40/1986, S. 196 ff.
 - 35) JdG et Vat., 28.6.90
 - 36) FF, 2012, p. 9038 s; NZZ, 9.8.12.
 - 37) BZ, 29.1.00; NZZ, 18.8. und 23.12.00. Siehe oben, Teil I, 4c (Protection des animaux).23; Siehe Teil I, 6b (Constructions routières).22
 - 38) Lib, 23.9.14